

Flash Economie

11 avril 2019 - 464

Que sait-on du « multiplicateur budgétaire » (effet d'une variation du déficit public sur le PIB), et quelles conséquences ?

Un article récent⁽¹⁾ montre des résultats importants concernant le multiplicateur budgétaire, c'est-à-dire l'effet d'une variation du déficit public sur le PIB, dans les pays de l'OCDE :

- le multiplicateur budgétaire associé à une variation des dépenses publiques est compris entre 0,6 et 1 ;
- le multiplicateur budgétaire associé à une variation des impôts est compris entre 2 et 3 ;
- il n'y a pas d'autre résultat robuste (concernant par exemple l'effet de la position cyclique de l'économie sur le niveau du multiplicateur budgétaire).

Ce résultat est très important : dans les récessions, pour relancer l'économie, il est préférable de baisser les impôts ; dans les reprises économiques pour réduire le déficit public il est préférable de réduire les dépenses publiques, car l'effet restrictif sur la croissance est plus faible. Les pays de l'OCDE ont fait l'inverse surtout dans les récessions.

Patrick Artus

Tel. (33 1) 58 55 15 00

patrick.artus@natixis.com

 [@PatrickArtus](https://twitter.com/PatrickArtus)

www.research.natixis.com

(1) V. RAMEY (2019) "Ten Years after the Financial Crisis: What Have We Learned from the Renaissance in Fiscal Research" NBER Working Paper n°25531, février

Le multiplicateur budgétaire, de dépenses et d'impôts

Le multiplicateur budgétaire est l'effet sur le PIB d'une variation du déficit public :

$$\text{Multiplicateur budgétaire} = \frac{\Delta \text{PIB}}{\Delta \text{Déficit public}}$$

Les recherches récentes menées (et analysées par V. RAMEY) conduisent à **une conclusion robuste** :

- **le multiplicateur budgétaire associé à une variation des dépenses publiques est compris entre 0,6 et 1** (une hausse de 1 point de PIB des dépenses publiques accroît le PIB de 0,6 à 1 point) ;
- **le multiplicateur budgétaire associé à une variation des impôts est compris entre 2 et 3** (une hausse de 1 point de PIB des impôts réduit le PIB de 2 à 3 points) ;
- **les autres résultats** (concernant par exemple l'effet de la position cyclique de l'économie sur le multiplicateur budgétaire) **ne sont pas robustes**.

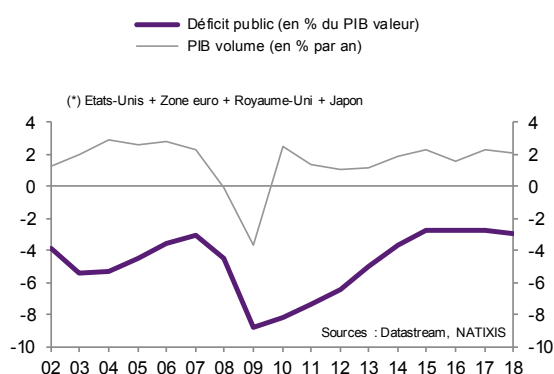
Des conséquences très importantes

Si effectivement le multiplicateur budgétaire associé aux dépenses publiques est faible (0,6 à 1) et le multiplicateur budgétaire associé aux impôts élevé (2 à 3) alors :

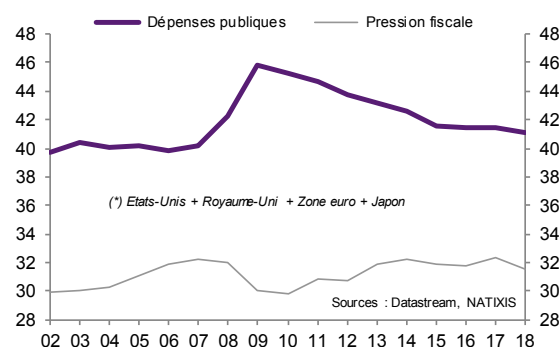
- **pour soutenir l'économie dans les récessions, il vaut mieux baisser les impôts**, puisque l'effet de stimulation du PIB est plus important ;
- **pour réduire le déficit public après une récession, il vaut mieux baisser les dépenses publiques** puisque l'effet négatif sur le PIB est plus faible.

Qu'a-t-on observé au moment de la crise de 2008-2009 et après, pour l'ensemble de l'OCDE, pour les Etats-Unis, pour la zone euro (graphiques 1a/b, 2a/b et 3a/b) ?

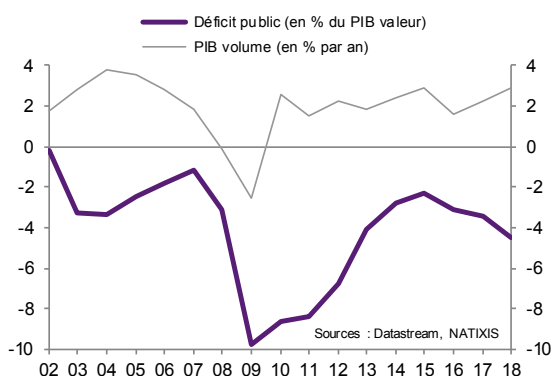
Graphique 1a
OCDE* : déficit public et PIB en volume



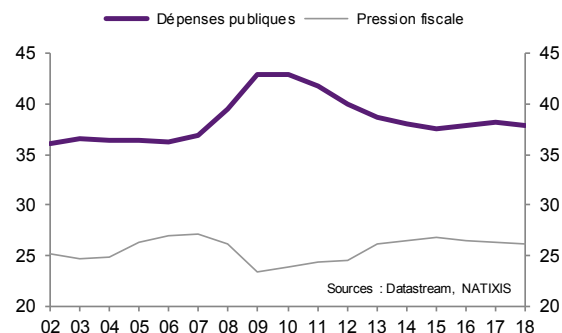
Graphique 1b
OCDE* : dépenses publiques et pression fiscale (en % du PIB valeur)



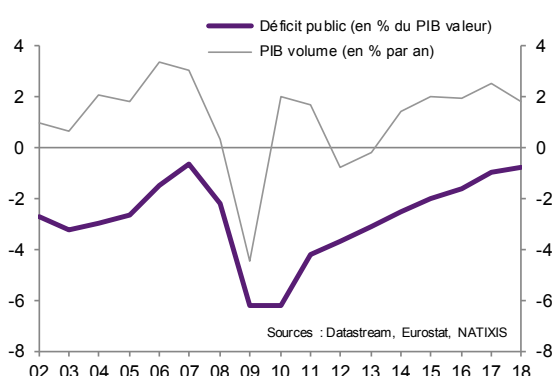
Graphique 2a
Etats-Unis : déficit public et PIB en volume



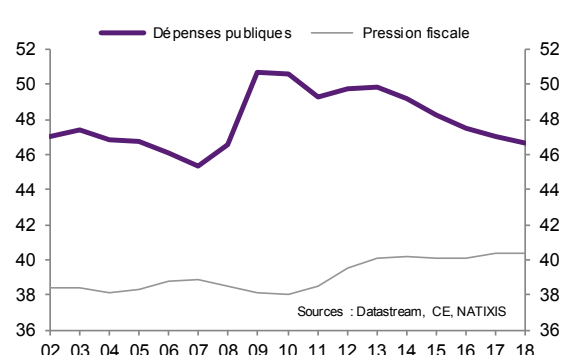
Graphique 2b
Etats-Unis : dépenses publiques et pression fiscale (en % du PIB valeur)



Graphique 3a
Zone euro : déficit public et PIB en volume



Graphique 3b
Zone euro : dépenses publiques et pression fiscale (en % du PIB valeur)



On voit :

- pendant la récession, le déficit public vient surtout de la hausse des dépenses publiques ;
- après la récession, la baisse du déficit public vient à la fois de la baisse des dépenses publiques et de la hausse de la pression fiscale.

Synthèse : les résultats de l'analyse des politiques budgétaires ont des conséquences très importantes

Il semble que le multiplicateur budgétaire associé à une variation des dépenses publiques est nettement plus faible que celui associé à une variation de la pression fiscale.

Ceci implique que :

- pour soutenir l'activité, il est préférable de baisser les impôts ;
- pour réduire le déficit public, il est préférable de réduire les dépenses publiques.

On observe que **ceci n'a pas été la stratégie suivie, surtout lorsqu'il s'agissait de soutenir l'activité.**